

ARRETE DU MAIRE  
PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

N°ST 2023-137

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

**VU** la demande du 24 mai 2023 par laquelle la Mission locale Jeunes de Saint-Marcellin sollicite l'autorisation de réserver trois emplacements de stationnement situés au droit du 9 rue du Colombie, ainsi que l'occupation du domaine public afin d'organiser une demi-journée Portes ouvertes sur le Parvis situé devant le siège de l'intercommunalité sis à la même adresse,

**VU** le Code des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de la voirie routière,

**VU** la Loi N°82.213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des départements et régions,

**VU** le Code de la Route et l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992,

**CONSIDERANT** que pour permettre l'organisation de la manifestation, il y a lieu d'arrêter les dispositions suivantes :

**A R R E T E**

**Article 1 : Autorisation** : le 7 juin 2023 de 8 h 00 à 20 h 00, le demandeur est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande.

**Article 2 : Prescriptions techniques particulières** : L'arrêt et le stationnement des véhicules autres que ceux du demandeur seront interdits sur les trois places de stationnement situées au droit du 9 rue du Colombier le 7 juin 2023 de 8 h 00 à 20 h 00.

**Article 3 : Sécurité et signalisation** :

Le bénéficiaire devra sécuriser et signaler la manifestation avec une signalisation temporaire conforme à l'instruction interministérielle du 06 novembre 1992. Celle-ci sera mise en place, entretenue et déposée, sous contrôle des services municipaux compétents de la ville de Saint-Marcellin, par le bénéficiaire.

Le bénéficiaire devra signaler l'interdiction de stationner à l'aide de panneaux B6a1.

**Article 4 : Responsabilité** : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'organisation de cette manifestation ou de l'installation de ses biens mobiliers. Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers demeurent expressément réservés.

**Article 5 : Publication, affichage et diffusion** : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur. Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice générale des services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, la personne responsable de l'événement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

**Article 6 : Recours** : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,  
Le 25 mai 2023,

**Le Maire,**  
**Raphaël MOCELLIN,**

Pour le Maire et par délégation,

**La Cheffe de service Espaces Publics,**  
**Gwenaëlle LAMY**

